

# LE SOS DE 700 SCIENTIFIQUES

Libération · 8 sett. 2018

«Nous sommes d'ores et déjà pleinement entrés dans le "futur climatique". Hausse des températures moyennes et récurrence des chaleurs extrêmes, fonte des glaciers et de la banquise, sécheresses, modification de l'aire de distribution de certains animaux et espèces végétales, destruction d'écosystèmes rares et précieux, hausse du niveau de la mer, désoxygénation et acidification des océans...»



Nous sommes d'ores et déjà pleinement entrés dans le «futur climatique». Hausse des températures moyennes et récurrence des chaleurs extrêmes, y compris dans le nord de notre hémisphère tout cet été, fonte des glaciers et de la banquise, sécheresses, modification de l'aire de distribution de certains animaux et espèces végétales, destruction d'écosystèmes rares et précieux, hausse du niveau de la mer, désoxygénation et acidification des océans, etc. : les manifestations concrètes du changement climatique ne cessent de s'accumuler. Quant au futur, les projections d'impact sur les milieux, les espèces et les humains sont systématiquement revues à la hausse au fur et à mesure des nouvelles connaissances. Et pourtant l'essentiel de la lutte pour contenir le réchauffement tarde à être mis en place. L'accord de Paris de décembre 2015 appelle à mener de front la réduction rapide et drastique de nos émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts déjà bien réels du réchauffement. Le but: limiter la hausse des températures mondiales en dessous de 2°C d'ici à 2100 par rapport aux niveaux préindustriels. Cela suppose d'engager une révolution de nos modes de développement, de notre rapport collectif à l'énergie et aux ressources naturelles, à la consommation, à la mobilité, au logement, aux loisirs, etc. Un projet d'une

telle ampleur ne se réalisera pas en se contentant de signer un accord international. Les discours politiques ne manquent pas, du «make our planet great again» français en réponse à l'annonce du retrait américain de l'accord de Paris, à l'appel des ministres de l'environnement de l'Union européenne, en juin, à relever le niveau d'ambition climatique de l'Europe en 2030. Mais les discours sont insuffisants, comme le montrent les récents chiffres d'émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion des énergies fossiles, qui indiquent des tendances inquiétantes

(+ 1,8 % en Europe et + 3,2 % en France en 2017 par rapport à 2016). Il est tout aussi crucial qu'urgent de sortir du champ de l'incantatoire et de traduire concrètement ces discours en choix politiques forts et clairs au service d'une transformation sociétale profonde.

Cette transformation, si elle est ambitieuse et représente un chemin bien différent de celui que nous suivons, n'est pas une utopie. Elle repose pour beaucoup sur des solutions déjà disponibles : diminution de la consommation d'énergie, recours à des énergies décarbonées, meilleure isolation des bâtiments, mobilité repensée évitant les moteurs thermiques, ferroutage, agriculture écologique, production locale, verdissement des villes, économie collaborative et circulaire, révolution numérique, etc., autant de changements qui, s'ils sont bien conçus et combinés entre eux, nous aideraient à atteindre les objectifs climatiques tout en permettant de réduire notre empreinte sur la planète, notamment en diminuant la pollution et notre impact sur la biodiversité.

Si la transition est possible, elle ne va pourtant pas de soi. Encore faut-il se saisir des solutions, puisque notre réussite collective dépendra de l'échelle et surtout de la vitesse à laquelle elles seront déployées. C'est pourquoi se préoccuper du changement climatique doit réellement devenir un objectif politique de premier ordre. Pour être cohérente, cette transition doit être transcrite dans l'ensemble des politiques sectorielles et dans tous les projets d'aménagement et de développement, en sélectionnant les solutions permettant conjointement l'efficacité climatique et la préservation de la biodiversité. Il faut également anticiper et accompagner les reconversions à l'échelle des branches économiques et des territoires. Nous en appelons donc aux décideurs politiques. Nous sommes conscients du rôle qu'ont à jouer d'autres acteurs, notamment les entreprises et la société civile, mais il appartient aux gouvernements et aux Parlements de mettre en place les conditions – législatives, réglementaires, institutionnelles, budgétaires et fiscales – d'une transition vers une société sans carbone. Ils doivent rapidement et fortement réviser leur feuille de route climatique et la rendre à la fois plus transformationnelle et plus opérationnelle. Ils doivent accepter de prendre des mesures pour agir à long terme.

Au niveau international, les opportunités de susciter une telle dynamique seront nombreuses dans les mois à venir : Global Climate Action Summit ce mois-ci en Californie, nouveau rapport du GIEC en octobre, COP 24 en Pologne en décembre, sommet climat du secrétaire général des Nations unies à New York dans un an. La neutralité carbone, qui traduit l'ambition «zéro émission nette de gaz à effet de serre», est l'objectif que les pays signataires de l'accord de Paris se sont engagés à atteindre collectivement au cours de la deuxième moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Saisie par une ONG, la justice néerlandaise a condamné l'Etat des Pays-Bas à réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. Ce type de recours juridique doit être pris au sérieux : un accord international n'est pas la fin

mais le commencement d'un processus politique qui doit être mis en oeuvre avec rigueur. Seuls des changements immédiats et des engagements de court terme, dans le cadre d'objectifs clairs et ambitieux à horizon 2030, peuvent nous permettre de relever le défi climatique. Celui-ci nous enseigne que le long terme dépend de décisions de court terme, lesquelles permettront aux générations futures de ne pas devoir se résigner au pire. •